



HAL
open science

La social-démocratie des années 2000

Jean-Michel de Waele, Fabien Escalona, Mathieu Vieira

► **To cite this version:**

Jean-Michel de Waele, Fabien Escalona, Mathieu Vieira. La social-démocratie des années 2000. 2014.
halshs-01018858

HAL Id: halshs-01018858

<https://shs.hal.science/halshs-01018858>

Submitted on 6 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La social-démocratie des années 2000

Jean-Michel De Waele*

Fabien Escalona**

Mathieu Vieira***

*Professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB)

** ATER en science politique à l'IEP de Grenoble

*** ATER en science politique à l'IEP de Lille, doctorant au Cevipol (ULB) et à Pacte (IEPG)

Cette Note s'inscrit dans les publications que le Centre de recherche et d'études sur les gauches consacre aux grandes familles de la gauche européenne. A la suite d'une première contribution sur l'émergence d'une famille de gauche radicale, celle-ci fait le point sur l'état de la social-démocratie depuis les années 2000, après l'élargissement à l'Est et l'éclatement d'une grande crise du capitalisme. Elle se base largement sur des résultats collectés dans le *Handbook of Social Democracy in the European Union* (2013), publié aux éditions Palgrave Macmillan et soutenu par la Fondation Jean-Jaurès.

La littérature en science politique a abondamment décrit les « deux métamorphoses » de la social-démocratie, c'est-à-dire leur consécration comme grands partis de gouvernements durant l'ère de « l'Etat keynésien », puis le processus de « dé-social-démocratisation » qui s'est enclenché à partir des années 1970¹. Les termes de « nouvelle social-démocratie », de « Troisième voie » ou de « néo-révisionnisme » ont été avancés pour tenter de décrire la famille politique issue de ces transformations. Si la rénovation promue par des leaders tels que Tony Blair et Gerhard Schröder s'est bien accompagnée de succès électoraux à la fin des années 1990, la force propulsive de la nouvelle identité sociale-démocrate s'est cependant épuisée rapidement. Dans la sphère intellectuelle, les affrontements entre laudateurs et contempteurs de la Troisième voie ont

1. M. Van der Linden, « Metamorphoses of European social democracy », *Socialism and Democracy*, 12(1), 1998, 161-86 ; G. Moschonas, *In the Name of Social Democracy*, Londres, Verso, 2002.



La social-
démocratie des
années 2000

peu à peu perdu en vivacité, au fur et à mesure que s'effaçaient les responsables emblématiques de cette orientation.

Au bout du compte, depuis les années 2000 jusqu'à aujourd'hui, la destinée des partis sociaux-démocrates a fait couler beaucoup moins d'encre et nécessitait d'être mieux documentée. Ce besoin d'actualiser les connaissances disponibles sur la social-démocratie européenne était aiguë par le fait que la dernière décennie a été le théâtre de deux événements majeurs : alors que les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ont intégré l'Union européenne (UE) en 2004-07, l'économie-monde capitaliste (et en particulier la zone euro) est entrée dans une crise profonde, structurelle², depuis 2008.

The Palgrave Handbook of Social Democracy permet de dresser un tableau complet de la famille sociale-démocrate dans tous les pays de l'UE et sur la période 2000-13. A toutes les informations factuelles rassemblées sur des partis parfois méconnus ou pour lesquels des travaux récents manquent, s'ajoute une appréciation des dynamiques propres à chaque parti et des défis qui sont les siens à l'orée de la décennie 2010. La nature comparative du livre est assurée par une structure identique dans chaque chapitre, qui permet de dresser une « carte d'identité » la plus complète possible des partis sociaux-démocrates. Sont ainsi abordés, de façon systématique : l'histoire du parti jusqu'à la décennie 2000, son organisation actuelle, ses performances et sa sociologie électorale, son rapport aux autres partis de gauche et aux mouvements sociaux, son rapport aux pouvoirs et aux institutions, les grandes lignes de son programme, sa vie intra-partisane (courants, congrès).

L'état des lieux complet que le *Handbook* permet de dresser conforte la sentence de Stefan Berger à propos de la social-démocratie contemporaine, selon qui elle n'aurait plus « de modèle, d'originalité idéologique ou (...) d'électorat spécifique aisément identifiable »³. S'il y a une forme de convergence au sein de la famille, celle-ci s'opère en effet par défaut, ou par « gommage » des spécificités propres à chaque composante historique. En fait d'une famille, on observe davantage,

2. W. Robinson, « The crisis of global capitalism: cyclical, structural, or systemic? », in M. Konings, *The Great Credit Crash*, Londres, Verso, 2010, 289-310.

3. S. Berger, « Social democratic trajectories in modern Europe: one or many families », in H. Meyer et J. Rutherford, *The Future of European Social Democracy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, 13-26, p. 24.



La social-
démocratie des
années 2000

ainsi que le fait remarquer George Ross en postface⁴, une collection de membres occupant le centre-gauche de leurs échiquiers politiques nationaux, et tentant de défendre cet espace du mieux possible face à une concurrence exacerbée.

Si l'on devait résumer brutalement les principaux enseignements du *Handbook*, c'est-à-dire en faisant inévitablement violence aux cas individuels collectés dans notre étude, nous dirions ceci :

- il n'existe pas de véritable famille à l'échelle de l'UE tout entière ;
- à l'Est, la social-démocratie est bien plus diverse qu'on ne l'imagine ;
- à l'Ouest, le tableau qui ressort est plutôt celui d'une homogénéisation qui se poursuit, mais aussi d'un affaiblissement structurel, que des efforts réels de démocratisation et d'européanisation ne sont pas parvenus à empêcher ;
- à ce stade, la grande crise économique de la fin de la décennie 2000 ne semble pas avoir marqué de césure majeure dans la trajectoire idéologique des partis sociaux-démocrates.

L'ABSENCE DE VÉRITABLE FAMILLE SOCIALE-DÉMOCRATE À L'ÉCHELLE DE L'UNION

Les social-démocraties de l'Ouest et de l'Est continuent à appartenir à des univers politiques lointains, laissant peu de place à l'échange de bonnes pratiques et à des prises de position communes. Les différences sont marquées entre ces deux « cousines éloignées », tout comme, d'ailleurs, à l'intérieur de la branche dite orientale. De fait, le *Handbook* nuance fortement la littérature qui s'est développée en science politique sur les « effets d'apprentissage » et les « transferts d'idées et de politiques » entre social-démocraties occidentale et orientale⁵. Les études de cas rassemblées dans le livre confortent plutôt les conclusions plus sceptiques d'autres auteurs, pour qui seul le label « social-démocrate » s'est bien diffusé.

4. G. Ross, « Social democrats today: tribe, extended family, or club? », in J.M. De Waele, F. Escalona et M. Vieira (eds), *The Palgrave Handbook of Social Democracy in the European Union*, Basingstoke & New York, Palgrave Macmillan, 2013, 593-604.

5. J. Sloam, « West European social democracy as a model for transfer », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 21(1), 2005, 67-83.



La social-
démocratie des
années 2000

Des différences Est/Ouest très marquées

Cela peut se remarquer au niveau de l'orientation normative des partis est-européens. Leur positionnement programmatique est en effet particulièrement orthodoxe sur le plan économique. Par exemple, plusieurs partis ont longtemps défendu la « flat tax » (un système d'impôt anti-redistributif). Si la « Troisième voie » a parfois été revendiquée, l'usage de ce label s'est résumé à un moyen commode de se démarquer à la fois de la droite et de toute référence à ce qui pourrait rappeler l'économie administrée. La place accordée au libéralisme culturel et à l'écologie est d'autre part faible voire inexistante. Certains partis font preuve d'une réelle ouverture mais ces thèmes sont globalement délaissés, notamment en raison d'une tendance à l'individualisation des valeurs bien plus faible à l'Est et au Sud que dans le reste de l'Europe⁶. En revanche, le sort des minorités ethniques ou linguistiques s'avère un enjeu bien plus présent qu'à l'Ouest, comme aux Pays Baltes ou en Hongrie.

Les repères changent aussi pour d'autres aspects de la vie partisane. La sociologie des électeurs sociaux-démocrates, par exemple, est marquée à l'Ouest par une tendance au déclin du poids relatif des ouvriers de l'industrie, par contraste avec l'augmentation du poids des couches sociales moyennes au niveau d'instruction élevé. A l'Est, des configurations assez différentes existent, qui vont d'un support de type plébéien, à la fois agricole et ouvrier (comme en Roumanie) à un profil d'électeurs aisés et diplômés que l'on pourrait retrouver pour des partis de centre-droit (comme en Estonie). S'agissant des aspects organisationnels et de vie intra-partisane, les partis de l'Est sont encore très marqués par les processus de fusion et d'alliance dont ils sont issus, voire dans lesquels ils sont encore engagés. Leurs divisions internes s'expliquent souvent par ces processus ou par des luttes d'influence à base territoriale, laissant dans tous les cas peu de place à des divergences doctrinales réelles.

Ce constat de l'irréductible hétérogénéité des branches occidentale et orientale de la social-démocratie ne doit pas surprendre. Les PECO ont expérimenté différentes formes de domination soviétique et de transitions vers la démocratie libérale et l'économie de marché. Ces transitions se sont soldées par l'avènement de régimes représentatifs parfois fragiles et une intégration « périphérique » au capitalisme européen, payée d'un lourd tribut social. Elles ont donc constitué

6. P. Bréchon, « L'individualisation des sociétés européennes », *Revue Futuribles*, n°395, 2013, 119-36.



La social-démocratie des années 2000

une seconde bifurcation historique majeure (après celle de la soumission à l'URSS), qui a abouti à une structure de clivages politiques spécifique à cette région. En particulier, aucune véritable émergence d'un clivage de classe n'est repérable, qui serait comparable avec celle qui a marqué la naissance et les développements du socialisme ouest-européen⁷. Ajoutons que l'eupéanisation de la branche orientale de la social-démocratie a eu d'autant moins de probabilité d'être effective que parmi les politiques publiques qui ont été le plus faiblement eupéanisées à l'Est, figurent celles qui sont les plus emblématiques de l'action et de la méthode social-démocrates, à savoir la réforme des Etats-providence et l'institutionnalisation des relations industrielles et des négociations sociales⁸.

Pour toutes ces raisons, l'avènement d'une stratégie social-démocrate crédible allant de Dublin à Vilnius apparaît très improbable. Au final, on peut souscrire à l'hypothèse selon laquelle « les partis de gauche [...] dans des situations de postcommunisme [sont et resteront] marqués par une série de traits leur donnant une spécificité nouvelle dans la typologie des partis de gauche européens »⁹.

La social-démocratie « orientale » : ni un tout homogène, ni une composante « déviante »

Au demeurant, gardons-nous de surestimer l'homogénéité de la composante « orientale » elle-même. S'il est certain que l'histoire de cette aire géographique a été fondamentalement différente de celle de l'Europe occidentale, il ne faut pas oublier que les configurations nationales qu'elle abritait n'ont pas traversé de manière identique le dernier demi-siècle. Des voies différentes de « désatellisation » et de conquête de l'indépendance ont été suivies, tandis que les transitions postsocialistes elles-mêmes ont donné lieu à différents types d'économies capitalistes¹⁰. Cela a

7. D.L. Seiler, « Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? », in J.M. De Waele (dir.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2002, 115-44. Christophe Bouillaud a raison de souligner que « ce n'est évidemment pas simplement en adoptant un discours social-démocrate convenu, ou en envoyant une partie de ses élites dirigeantes fréquenter les sphères bruxelloises qu'un ex-parti communiste récupère la trajectoire socio-historique qui mène à un parti social-démocrate de l'ouest du continent » (*Politique Européenne*, 38, 2012, 196-207, p. 205).

8. F. Bafail, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, eupéanisation et changement social*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2006, 521-540.

9. J.-M. De Waele « Les partis de gauche à l'Est : social-démocratie ou nouvelle gauche ? », in M. Lazar (dir.), *La Gauche en Europe après 1945*, Paris, PUF, 1996, 678-97, p. 692.

10. J.-F. Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est, de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, 2^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 2011 ; D. Bohle et B. Greskovits, *Capitalist Diversity on Europe's Periphery*, Ithaca, Cornell University Press, 2012.



La social-
démocratie des
années 2000

laissé des traces dans la structuration des systèmes partisans et la place que les sociaux-démocrates ont pu s'y faire. Par exemple, les partis des Pays Baltes ont une base électorale faible (en Lettonie, la social-démocratie est même au bord de l'extinction) et occupent une position quasi-centriste sur l'échiquier politique. A l'inverse, ceux de l'Europe centrale (République Tchèque, Slovaquie, Hongrie) attirent régulièrement entre un et deux cinquièmes de l'électorat et dominent clairement la gauche de leur espace politique national. C'est le cas aussi en Bulgarie et Roumanie, où le dernier score particulièrement élevé s'explique par une alliance avec les libéraux.

Une dernière proposition peut être émise à propos de cette hétérogénéité entre branche de l'Ouest et branche de l'Est de la social-démocratie, qui consisterait à cesser de raisonner en termes de « déviance orientale ». Il s'agirait, selon la formule plaisante d'un politiste, d'aller « de l'autre côté du télescope » et d'envisager que les configurations partisans occidentales puissent converger vers celles de l'Est¹¹. Qu'il s'agisse de la volatilité des responsables politiques et de l'électorat, de la faiblesse de l'ancrage social et idéologique des partis politiques centraux-orientaux, et plus largement de la structuration difficile des systèmes partisans dans des sociétés en crise¹², le parallèle est tentant avec les différentes traductions de l'épuisement des régimes représentatifs de l'Ouest (la baisse tendancielle de la participation et du poids des grands partis de gouvernement, les trajectoires heurtées des partis « tiers » et/ou contestataires, le déclin accéléré de la stabilité électorale...)¹³.

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN EUROPE DE L'OUEST

L'autre observation que l'on peut tirer du panorama offert par le *Handbook* consiste à pointer le processus d'affaiblissement quasi-général qui frappe la social-démocratie européenne. Celui-ci se traduit par plusieurs phénomènes :

- Des difficultés à renouveler le corps militant et à nouer des liens avec la société civile mobilisée.

Ce problème concerne d'abord la capacité à maintenir des effectifs militants conséquents, mais

11. S. Hanley, « Book review: origin, ideology and transformation of political parties: East-Central and Western Europe compared », *Party Politics*, 18, 2012, 793-95.

12. J. Heurteaux et F. Zalewski, *Introduction à l'Europe postcommunisme*, Bruxelles, De Boeck, 2012, 136-39.

13. P. Mair, « Ruling the void? The hollowing of western democracy », *New Left Review*, 42, 2006, 25-51 ; G. Baldini et A. Pappalardo, Elections, *Electoral Systems and Volatile Voters*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009 ; P. Martin, « Le déclin des partis gouvernements en Europe », *Commentaire*, 2013, 143, 543-54.



La social-
démocratie des
années 2000

se repère aussi dans le vieillissement du corps militant. En Autriche, le nombre de membres du parti a diminué de plus de moitié entre les années 1970 et les années 2000, lesquelles ont suffi pour voir le corps militant du SAP suédois se réduire d'un tiers. Aux Pays-Bas, alors que le nombre de membres du PvdA a connu un point bas historique en 2012, la proportion de ceux qui ont plus de 60 ans est passée de 30 à 50 % durant la dernière décennie. Au Luxembourg, un quart des membres sont âgés de plus de 65 ans, contre moins d'un sixième affichant moins de 35 ans ; en Allemagne, c'est à nouveau la moitié d'entre eux qui dépasse les 60 ans, contre seulement 6 % pour les moins de 30 ans. Le Parti socialiste (PS) français peut en revanche s'enorgueillir d'un certain rajeunissement de ses militants, mais la moyenne d'âge reste élevée, avec 61 % des membres au-dessus de 50 ans en 2011.

Là où les sociaux-démocrates ont gardé des liens forts avec le mouvement syndical, comme en Autriche, cela les met en porte-à-faux avec d'autres groupes qui pourraient les connecter avec un électorat plus jeune et en ascension démographique, notamment les organisations écologistes. Mais la plupart du temps, les liens organiques avec les syndicats se sont délités ou ont été rompus depuis longtemps. Dans ces cas-là, il est frappant de constater qu'aucun autre type de mouvement social n'a pris leur relais, même sous une autre forme que la configuration « parti-syndicat ».

- *Une capacité déclinante à mobiliser de larges segments de l'électorat.* La tendance remonte aux années 1970 pour certains des plus grands partis de la famille social-démocrate, mais elle est à nouveau repérable sur la période la plus récente. Le SDP finlandais est par exemple passé sous la barre des 20 % aux dernières élections européennes et législatives, tandis que le SPD allemand a perdu quinze points entre les législatives de 2002 et celles de 2009, les Suédois subissant quant à eux une chute de dix points sur une période équivalente. Le plus impressionnant reste cependant les ressacs subis par les partis socialistes d'Europe du Sud à la suite de la crise des dettes souveraines. En Grèce, le PASOK a même perdu son statut de grande alternative partisane. Seules quelques formations échappent à cette tendance au déclin lors de la dernière décennie, comme le PS francophone en Belgique (mais pas son homologue néerlandophone), le parti travailliste maltais (qui a reconquis le pouvoir dans un système bipartisan quasi parfait), et les rares partis occupant une place subalterne dans leurs systèmes partisans respectifs (en Irlande et à Chypre). Le PS français a lui aussi progressé dans l'opposition, mais sa base électorale reste modeste et fragile au regard de l'étendue des pouvoirs de la République qu'il contrôle désormais.



La social-démocratie des années 2000

Il n'en reste pas moins que par rapport aux années du boom de l'après-guerre, la famille social-démocrate a perdu entre 15 et 20 % de sa taille électorale. Cela a affecté sa capacité à gouverner seule ou à diriger des coalitions, et pose de façon cruciale la question des alliances. Les cas néerlandais, allemand, suédois ou grec peuvent être mobilisés à titre illustratif. Notons par ailleurs que la social-démocratie orientale n'est pas épargnée par ce problème de déclin électorale. Cela dit, les évolutions sur la décennie sont beaucoup plus contrastées et rapides (comme dans les cas polonais et slovaque) et incluent des ascensions spectaculaires.

- *Un désarroi idéologique.* Les tentatives de redéfinir la social-démocratie selon une hypothétique « Troisième voie » ont fait long feu. Les partis les plus marqués par cet essai de rénovation idéologique se sont pudiquement distancés d'un héritage qui continue de peser sur leur destinée mais qu'ils ne revendiquent plus, se retrouvant suspendus au-dessus d'un vide doctrinal que la plupart peinent à combler. Des références sont parfois recherchées en dehors de la tradition social-démocrate, pour tenter de structurer un récit valorisant la cohésion et la solidarité nationales, mais ces tentatives ne sont pas connectées entre elles et aucune proposition motrice n'a émergé au cours des années 2000.

Cette lacune doit être mise en rapport avec un autre enseignement qui frappe à la lecture du *Handbook* : la faible capacité des sociaux-démocrates à imposer un agenda qui leur soit propre, qu'il s'agisse des enjeux dominant la compétition électorale ou des priorités gouvernementales. Au Danemark et aux Pays-Bas, notamment, les sociaux-démocrates ont souffert lors de plusieurs campagnes dominées par des connotations négatives autour de l'immigration et du multiculturalisme. De façon générale, beaucoup d'auteurs du *Handbook* concluent que le défi majeur des partis concernés consiste tout simplement à prouver de nouveau leur utilité, en définissant une vision du monde qui leur soit propre¹⁴.

Des efforts de renouvellement et de coordination

Cela dit, les sociaux-démocrates continuent à dominer l'espace gauche de leurs scènes politiques respectives, hormis des exceptions dont les ressorts sont expliqués dans le livre. La plupart, quitte à diluer leur identité historique, sont parvenus à s'ouvrir aux nouvelles couches sociales

14. Voir aussi sur ce point G. Brustier, *La guerre culturelle aura bien lieu*, Paris, Mille et une nuits/Fayard, 2013.



La social-démocratie des années 2000

de l'ère postfordiste. Cela se reflète dans leurs orientations programmatiques, qui confirment leur engagement envers l'amélioration des droits des femmes et des minorités sexuelles, et qui comprennent davantage de prises de position pro-écologie que par le passé. Bien que bon nombre de ces revendications soient portées par d'autres formations, parfois avec plus de cohérence et de conviction, les partis sociaux-démocrates peuvent prétendre être ceux qui ont le plus de chances de les mettre en œuvre au pouvoir.

Sur le plan organisationnel, nombre de formations ont entrepris d'ouvrir et de démocratiser leur appareil, en usant de moyens semblables. L'élection directe des dirigeants nationaux et/ou locaux par les membres a été adoptée par plusieurs partis à la fin des années 1990 et lors de la décennie 2000, comme en Belgique, aux Pays-Bas, en France, au Portugal ou en Grèce. Que ce soit lors d'un tel scrutin ou dans le cadre de consultations avec moins d'enjeux, l'implication de sympathisants non membres s'est aussi banalisée, comme en Grande-Bretagne ou plus récemment en Allemagne, l'existence de véritables primaires restant l'apanage de l'Italie, de la France et de la Grèce. On peut d'ailleurs remarquer que lorsque des grands partis ont investi les sympathisants d'un réel pouvoir de décision, ils ont échappé (momentanément en tout cas) au déclin militant frappant leurs homologues.

Ces tentatives de régénération « par le bas » ont été accompagnées d'une tentative « par le haut », qui consiste en l'europanisation de la famille social-démocrate¹⁵. Relativement aux autres forces politiques, celle-ci a été plutôt réussie. La crise a d'ailleurs constitué un moment d'affirmation du Parti socialiste européen (PSE), en lien avec ses représentants au Parlement européen et les réflexions de sa fondation (la FEPS).

La réussite de cette double stratégie reste néanmoins mitigée. La démocratisation et l'ouverture des partis sont en fait limitées. D'une part, l'étendue des choix politiques sur lesquels membres et sympathisants peuvent influencer reste faible et contrôlée ; d'autre part, leurs nouveaux droits peuvent s'accompagner simultanément d'une concentration des pouvoirs par le leader et/ou d'un poids croissant des professionnels de la politique (élus ou experts). Quant à l'action du PSE, elle

15. J. Sloam et I. Hertner, « The europeanization of Social Democracy: politics without policy and policy without politics », in H. Meyer et J. Rutherford, *op.cit.*, 2012, 27-38.



La social-
démocratie des
années 2000

a vite buté sur les contradictions entre partis nationaux, leurs politiques réelles et l'absence d'un centre de pouvoir contraignant et reconnu par tous les membres de la famille social-démocrate¹⁶.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE FACE À LA « GRANDE CRISE » DU CAPITALISME

Le plus frappant, en ce qui concerne la grande crise économique de 2008, réside dans son faible impact en termes d'évolution doctrinale ou stratégique des sociaux-démocrates. Ses conséquences se mesurent surtout à travers des aspects négatifs, comme les difficultés qu'elle a posées à des gouvernements de gauche faisant face à la stagnation de la production, à l'envolée du chômage et parfois à la spéculation des marchés sur la dette publique. Les partis socialistes d'Europe du Sud en ont été des victimes exemplaires. Electoralement parlant, les retours au pouvoir enregistrés après la débâcle des européennes de 2009 ne doivent pas masquer une tendance continue au déclin, que l'on peut mesurer dans l'ex-UE à quinze, en comparant des périodes de six années avant et depuis la crise : la chute est de près de cinq points en moyenne. Cela ne signifie pas que le déclin est à imputer à la seule crise (il la précède largement) mais que celle-ci n'a clairement pas été l'occasion d'un sursaut.

Résultats électoraux des partis sociaux-démocrates, 2000-13 (en moyenne et en % des suffrages exprimés)

	2000-06	2007-13	Perte/ gain
Allemagne	36,4	24,4	-12
Autriche	33,8	28,2	-5,6
Belgique	30,4	24,7	-5,7
Danemark	27,5	25,2	-2,3
Espagne	38,4	28,7	-9,7
Finlande	24,5	20,3	-4,2
France	23,8	27,1	3,3
Grèce	42,2	31,6*	-10,6
Irlande	10,8	14,8	4
Italie**	31,2	29,3	-1,9

16. G. Moschonas, « Reforming Europe, renewing Social Democracy? The PES, the debt crisis, and the Europarties », in D. Bailey, J.-M. De Waele, F. Escalona et M. Vieira (eds), *European Social Democracy During the Great Economic Crisis : Renovation or resignation?*, Manchester, Manchester University Press, à paraître 2014.



La social-
démocratie des
années 2000

	2000-06	2007-13	Perte/ gain
Luxembourg	23,4	21,6	-1,8
Pays-Bas	21,2	22,2	1
Portugal	41,4	32,9	-8,5
Royaume-Uni	38	29	-9
Suède	37,5	30,6	-6,9
UE à 15	30,7	26	-4,7

*Pour 2012, la moyenne des scores de mai et juin a été prise en compte.

**Scores de l'Olivier et du Parti Démocrate, des formations de centre-gauche en dehors de toute véritable tradition social-démocrate.

Plus de cinq ans après l'éclatement de la crise, aucune innovation *politique* ne semble avoir émergé ni s'être diffusée, comme cela avait été le cas des projets planistes lors de la crise des années 1930. Au contraire, les sociaux-démocrates semblent persister à valoriser deux choix qui se sont révélés pour le moins à double tranchant : celui de l'intégration européenne et celui d'une économie du savoir compétitive.

La fuite en avant dans les « pactes faustiens »¹⁷

Ces deux choix se comprennent par le fait qu'après la crise des années 1970, les sociaux-démocrates désiraient restaurer les conditions qui avaient fait leurs succès d'après-guerre. Si le keynésianisme échouait à l'intérieur des frontières nationales, alors il fallait le restaurer à l'échelle continentale ; si les secteurs typiques de l'ère fordiste étaient essoufflés, alors il fallait privilégier de nouveaux secteurs de haute technologie, prometteurs de hauts niveaux de productivité. D'où l'attraction des sociaux-démocrates envers le projet d'intégration européenne, puis leur enthousiasme envers l'économie de la connaissance. Dans chaque cas, cela devait permettre de libérer une nouvelle vague de croissance, qui fournirait à son tour la base matérielle d'un nouveau compromis entre capital et travail.

Ces croyances mettent en lumière des invariants de la pensée social-démocrate (le productivisme, la répulsion au conflit lorsque son coût s'élève), mais se sont payées par un renforcement de la

17. Cette section est inspirée du chapitre suivant : F. Escalona et M. Vieira, « It doesn't happen here either : why Social Democrats fail in the context of the great economic crisis », in D. Bailey et al. (eds), *op. cit.*, à paraître 2014.



La social-
démocratie des
années 2000

configuration néolibérale du capitalisme. D'une part, la social-démocratie a achevé son ralliement au projet européen alors que la logique de l'intégration négative (les dispositifs qui règlent, assurent et pérennisent la mise en concurrence des systèmes socio-productifs européens) l'a emporté sur la logique de l'intégration positive (les harmonisations encadrant cette compétition et s'imposant aux acteurs privés)¹⁸. D'autre part, les sociaux-démocrates n'ont pas cherché à explorer les potentialités non marchandes de l'économie de la connaissance et ont avalisé en son nom une « stratégie de Lisbonne » truffée de recommandations néolibérales¹⁹.

Depuis l'éclatement de la crise, l'action et la réflexion social-démocrates sont restées confinées à l'intérieur des pactes noués précédemment, malgré la volonté de se démarquer d'un paradigme économique en crise. Le contenu des propositions de la social-démocratie au niveau européen pourrait en effet se résumer à la promotion d'une intégration communautaire approfondie et d'une sorte d'« euro-keynésianisme vert ». L'objectif est de relancer la croissance et l'emploi grâce à un plan coordonné d'investissements, écologiques si possible, et financés par une taxe sur les transactions financières et des « eurobonds » (titres d'obligations communs à la zone euro). Le projet post-crise du PSE reflète donc à la fois une prise de distance vis-à-vis du paradigme « austéritaire » et une prise en compte des thèmes écologistes. Pour autant, il reste pris dans les rets des « pactes faustiens » noués dans le passé. En effet, il repose toujours sur une vision productiviste du progrès, sans inclure de remise en cause significative du cœur de l'ordre néolibéral, dans lequel se logent notamment l'impératif de la compétitivité et l'efficacité des marchés pour l'allocation des ressources.

En fait, la social-démocratie peine à fournir des solutions s'attaquant aux racines profondes de la crise. Selon les économistes de l'école de la régulation, ces racines sont à trouver dans la « re-marchandisation du travail » et la « privatisation des décisions de crédit ». Les keynésiens traditionnels, eux, expliquent qu'une réponse efficace à la « Grande stagnation » serait un système capable de générer durablement des revenus et une demande globale stables²⁰. D'où des propositions pour socialiser les institutions financières, redistribuer du pouvoir aux salariés, encadrer les taux de changes et la circulation des capitaux... A l'échelle de l'UE, un tel programme

18. F. Scharpf, *Gouverner l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000 ; P. Magnette, *Le régime politique de l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

19. B. Amable, L. Demmou et I. Ledezma, « The Lisbon strategy and structural reforms in Europe », *Transfer: European Review of Labour and Research*, 15(1), 2009, 33-52.

20. R. Boyer, *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Paris, Economica, 2011 ; T. Palley, *From Financial Crisis to Stagnation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.



La social-
démocratie des
années 2000

rentrerait évidemment en contradiction avec des dispositions institutionnelles que les sociaux-démocrates n'entendent pas modifier. D'autres interprétations de la crise estiment même que le néolibéralisme fut une réponse à la tendance à la stagnation des économies occidentales, et que la politique de progrès humain à inventer devrait donc dépasser *aussi* le keynésianisme.

CONCLUSION

En 1981, Christine Buci-Glucksmann et Göran Therborn invitaient à distinguer trois types de conjonctures pour analyser l'évolution des formations social-démocrates : « des conjonctures de constitution où [elles] s'implantent, se structurent idéologiquement et politiquement », « des conjonctures de tournant, où [elles] se transforment dans leur praxis gouvernementale, leurs idéologies, leur base sociale, les formes politiques », et enfin « des conjonctures de crises, marquées par l'affrontement de l'ancien et du nouveau, sans que le tournant historique soit encore accompli »²¹.

A l'évidence, la marque laissée par les « conjonctures de constitution » est de plus en plus faible à l'Ouest. Certes, le poids de l'histoire est toujours visible dans la forme organisationnelle d'un parti et dans les types de réseaux partisans qui participent de son influence et de son identité. Ces spécificités se sont pourtant largement diluées en plus d'un siècle d'existence, et plus particulièrement depuis les processus de reconversions partisans entamés dans la décennie 1980. Ce n'est pas le cas pour les partis d'Europe centrale et orientale, où la façon dont les organisations se sont transformées, créées ou recrées joue encore beaucoup sur leur situation actuelle. Les apprentissages et les atouts différenciés des partis communistes « satellisés » ont ainsi particulièrement influencé la forme et le destin des mutations social-démocrates de ces partis²². D'une certaine manière, la constitution des social-démocraties orientales est peut-être seulement en voie d'achèvement, après les trois « chocs » qu'ont constitué les transitions démocratiques, l'adhésion à l'Union et ses conditionnalités, et maintenant la Grande stagnation.

La social-démocratie d'Europe de l'Ouest, quant à elle, est en pleine « conjoncture de crise ». Elle n'a plus l'ingénuité de la période révolue pendant laquelle les projets de « Troisième voie » et de

21. C. Buci-Glucksmann et G. Therborn, *Le défi social-démocrate*, Paris, François Maspéro, 1981, p. 28.

22. A. Grzymala-Busse, *Redeeming the Communist Past. The Regeneration of Communist Parties in East Central Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.



La social-démocratie des années 2000

« Nouveau centre » prétendaient rénover durablement des partis qui avaient échoué à prévenir l'avènement du néolibéralisme. La social-démocratie contemporaine peine à concilier et faire face aux exigences antagonistes de marchandisation, de protection sociale et d'émancipation qui parcourent les sociétés²³. Les turbulences dantesques dans lesquelles est entrée l'économie-monde capitaliste rendent leur tâche encore plus délicate. Dans ce contexte, l'élargissement de la famille social-démocrate à ses équivalents orientaux a moins représenté un renfort qu'une difficulté supplémentaire à agir de façon cohérente au niveau européen.

Les défis esquissés dans ces paragraphes conclusifs renvoient aux quatre dilemmes de la social-démocratie des années 2000 : celui de l'unité de la famille (comment intégrer les composantes « orientales » ?), de son électorat (quelle coalition électorale majoritaire et stable ?), de son projet (quelle alternative crédible au néolibéralisme ?) et de l'intégration (comment mettre en œuvre un projet social-démocrate dans un système institutionnel conservateur ?)²⁴.

23. N. Fraser, « A triple movement? Parsing the politics of crisis after Polanyi », *New Left Review*, 81, 2013, 119-32.

24. F. Escalona, M. Vieira et J.-M. De Waele, « The Unfinished History of the Social Democratic Family », in J.-M. De Waele, F. Escalona et M. Vieira (eds), *op.cit.*, 2013, 3-29.

La social-
démocratie des
années 2000

ANNEXES

Les partis sociaux-démocrates en Europe de l'Ouest (1)

Pays	Partis	Dernier résultat Chambre basse	Perte / gain	Rang dans le système de partis	Présence gouvernementale	A la tête du gouvernement	Coalition gauche - droite
Allemagne	SPD	25,7	+2,7	2	+	-	+
Autriche	SPÖ	27,1	-2,2	1	+	+	+
Belgique	PS	37,7	+8,2	2	+	+	+
	sp.a	15,3	-1	5	+	-	
Chypre	EDEK	8,9	-	4	-	-	
Danemark	SD	24,8	-0,7	2	+	+	
Espagne	PSOE	28,7	-15,2	2	-	-	
Finlande	SDP	19,2	-2,2	2	+	-	+
France	PS	29,4	+2,7	1	+	+	
Grèce	PA-SOK	12,3	-0,9 (-31,6)*	3	+	-	+
Irlande	LP	19,4	+9,3	2	+	-	+
Italie	PD	25,4	-7,7	1	+	+	+
Luxembourg	LSAP	20,3	-1,3	2	+	-	+
Malte	LP	54,8	+6	1	+	+	
Pays-Bas	PvdA	24,8	+5,2	2	+	-	+
Portugal	PS	28,1	-8,5	2	-	-	
R.U	LP	29,0	-6,2	2	-	-	
Suède	SAP	30,7	-4,3	1	-	-	
Total					12/17**	6/17	9/17
Moyenne		25,6					

*Par rapport au scrutin de mai 2012.

**Pour que la somme sur 17 pays ait un sens, nous avons compté pour 1 la participation de la social-démocratie en Belgique.

La social-
démocratie des
années 2000

Les partis sociaux-démocrates en Europe de l'Ouest (2)

<i>Pays</i>	<i>Partis</i>	<i>Dernier résultat euro-péennes</i>	<i>Sièges au PE</i>	<i>Nombre de membres</i>	<i>Perte/ gain début des années 2000 (%)</i>	<i>Pri-maires</i>
Allemagne	SPD	20,8	23	499 000	-28,1	-
Autriche	SPÖ	23,7	5	243 462	-25,9	-
Belgique	PS	29,1	3	81 491	-1,1	-
	sp.a	13,2	2	49 323	-20	-
Chypre	EDEK	9,9	2	7 000	+40	-
Danemark	SD	21,9	5	46 052	-8,4	-
Espagne	PSOE	38,8	23	617 087	+51,3	-
Finlande	SDP	17,4	2	47 000	-24,8	-
France	PS	16,5	13	173 486	+48,5	+
Grèce	PASOK	36,7	8	156 000	-8,2	+
Irlande	LP	13,9	2	8 259	+55,1	-
Italie	PD	26,1	22	609 667	+9,8	+
Luxembourg	LSAP	19,5	1	5 693	+5,8	-
Malte	LP	54,8	4	-	-	-
Pays-Bas	PvdA	12,1	3	54 279	-10,5	-
Portugal	PS	26,5	7	85 000	-31,8	-
R.U	LP	15,7	13	190 000	-30,1	-
Suède	SAP	24,4	6	103 203	-33,9	-
Total groupe S&D			194/765			-
Moyenne		24.8				-



La social-
démocratie des
années 2000

Les partis sociaux-démocrates en Europe de l'Est (1)

<i>Pays</i>	<i>Partis</i>	<i>Dernier résultat Chambre basse</i>	<i>Perte/ gain</i>	<i>Rang dans le système de par- tis</i>	<i>Partici- pation gouver- nementale</i>	<i>A la tête du gouver- nement</i>	<i>Coa- lition gauche - droite</i>
Bulgarie	BSP	26,6	+8,9	2	+	+	
Croatie	SDP (KK)	40,7*	+9,9	1	+	+	+
Estonie	SDE	17,1	+6,5	4	-	-	
Hongrie	MSZP	19,3	-23,9	2	-	-	
Lettonie	LSDSP	0,3	-0,3	13	-	-	
Lituanie	LSDP	18,4	+6,7	2	+	+	+
Pologne	SLD	8,2	-5	5	-	-	
République Tchèque	SSD	20,5	-1,5	1	+	+	+
Roumanie	PSD (USL)	58,6**	+25,5	1	+	+	+
Slovaquie	SMER	44,4	+9,6	1	+	+	
Slovénie	SD	10,5	-20	3	+	-	
Total					7/11	6/11	4/11
Moyenne		24.1					

*En coalition avec des partis de centre-gauche, libéraux et de défense des retraités. Le SDP détient 61 des 80 sièges détenus par la coalition.

**En coalition avec les libéraux. Le PSD détient 150 des 273 sièges détenus par la coalition.



La social-
démocratie des
années 2000

Tableau 2. Les partis sociaux-démocrates en Europe de l'Est (2)

<i>Pays</i>	<i>Partis</i>	<i>Dernier résultat euro-péennes</i>	<i>Sièges au PE</i>	<i>Nombre de membres</i>	<i>Perte/gain début des années 2000</i>	<i>Primaires</i>
Bulgarie	BSP	18,5	4	146 395	-30,3	-
Croatie	SDP	32,9	5	-	-	-
Estonie	SDE	8,7	1	5 915	+85,9	-
Hongrie	MSZP	17,4	4	30 000	-23,1	-
Lettonie	LSDSP	3,8	1	1 180	-54,8	-
Lituanie	LSDP	18,6	3	22 000	+105,6	-
Pologne	SLD	12,3	7	57 551	-41,4	-
République Tchèque	SSD	22,4	7	24 486	+43,4	-
Roumanie	PSD	31,1	11	409 833	+34,5	-
Slovaquie	SMER	32	5	16 000	+207,7	-
Slovénie	SD	18,4	2	12 218	-12,7	-
Total groupe S&D			194/765			
Moyenne		19,6				